



Communication & Influence

N°105 - Novembre 2019

Quand la réflexion accompagne l'action

"L'archipellisation" de la France, résultat de luttes d'influence ? Le décryptage de Jérôme Fourquet

Directeur du département Opinion et Stratégies d'entreprises de l'institut de sondage Ifop, Jérôme Fourquet s'impose comme un analyste de la société française faisant indéniablement autorité. Fêré d'histoire politique et de sociologie, il est reconnu comme un fin connaisseur des mouvements protestataires et/ou identitaires, de l'eurosepticisme de droite comme de gauche, ou encore des intégrismes religieux.



Dans l'entretien qu'il a accordé à Bruno Racouchot, directeur de Comes Communication, Jérôme Fourquet revient sur la thèse développée dans son dernier essai L'archipel français (Seuil, mars 2019), sous-titré Naissance d'une nation multiple et divisée. A ses yeux, la matrice classique, "catho-républicaine", qui structurait l'imaginaire français jusqu'à il y a peu s'est effacée au profit d'une société sans référentiel

dominant, donc portée à se fragmenter sociologiquement et politiquement. En étudiant minutieusement la démarche de Jérôme Fourquet, on voit donc bien en quoi les pensées, les représentations, les perceptions, les repères idéologiques, culturels, philosophiques ou religieux, constituent des paramètres-clés et structurants de nos sociétés et en ce sens, participent aux jeux d'influence qui font – ou défont – les puissances.

Pourquoi Comes ?

En latin, comes signifie compagnon de voyage, associé, pédagogue, personne de l'escorte. Société créée en 1999, installée à Paris, Toronto et São Paulo, Comes publie chaque mois Communication & Influence. Plate-forme de réflexion, ce vecteur électronique s'efforce d'ouvrir des perspectives innovantes, à la confluence des problématiques de communication classique et de la mise en œuvre des stratégies d'influence. Un tel outil s'adresse prioritairement aux managers en charge de la stratégie générale de l'entreprise, ainsi qu'aux communicants soucieux d'ouvrir de nouvelles pistes d'action.

Être crédible exige de dire clairement où l'on va, de le faire savoir et de donner des repères. Les intérêts qui conditionnent les rivalités économiques d'aujourd'hui ne reposent pas seulement sur des paramètres d'ordre commercial ou financier. Ils doivent également intégrer des variables culturelles, sociétales, bref des idées et des représentations du monde. C'est à ce carrefour entre élaboration des stratégies d'influence et prise en compte des enjeux de la compétition économique que se déploie la démarche stratégique proposée par Comes.

A l'heure des réseaux sociaux et du doute généralisé à l'endroit des vecteurs de communication du "Système", les sondages constituent-ils encore un levier d'influence ? Conservent-ils une certaine crédibilité ? Quelles est leur utilité réelle ?

La critique des sondages et de leur fiabilité n'a pas attendu la vogue des fake news et autres techniques plus élaborées de désinformation pour prospérer. La question : "Pour qui roulez-vous ?" est aussi vieille que les premières études d'opinion, autant dire qu'elle remonte à la fin des années Trente ! Elle est inséparable d'un procès général en subjectivité, assortie de variantes du type : "qui vous paye ?";

"pourquoi posez-vous cette question et pas une autre ?", voire "pourquoi est-elle ainsi libellée et pas de cette manière" ? Puis sont venus Bourdieu et ses épigones qui ont critiqué les sondages d'une manière beaucoup plus radicale, en allant jusqu'à affirmer que l'opinion publique n'existait pas. N'existeraient que des groupes de pression ou d'intérêt suscitant des mouvements d'opinion pour mieux les instrumentaliser politiquement. Plus récemment, a émergé une autre critique : les sondages seraient dépassés face à l'importance occupée désormais par les réseaux sociaux. C'est ce qu'affirmaient les partisans de François Fillon qui citaient,



www.comes-communication.com

pendant la campagne présidentielle de 2017, les travaux de l'institut canadien Filteris qui, après avoir constaté le dynamisme des réseaux sociaux américains, en concluaient que Trump avait gagné grâce à eux... Et prévoyaient logiquement que Fillon ferait de même puisque ses partisans s'agitaient beaucoup sur la toile. Ce qu'aucun institut de sondage classique ne voyait se dessiner. On a vu qui était le plus fiable.

La vérité est qu'une focalisation excessive sur les "réseaux sociaux" constitue une erreur de méthode aussi grave que le fait de les négliger. De plus, ceux-ci sont aussi fragmentés que la société qu'ils reflètent. Ils ne doivent donc pas être considérés comme un objet d'étude homogène. Evoquer les "réseaux sociaux" sans préciser desquels on parle ne veut rien dire. Les classes aisées supérieures utilisent essentiellement Twitter et LinkedIn, qui sont numériquement minoritaires ; les gilets jaunes se sont construits et mobilisés autour de Facebook qui génère un trafic massif. C'est dire que, même au

sein de ce nouveau mode de communication, il existe des silos. En matière de stratégie d'influence, parler d'un personnage ou d'un groupe "actif sur les réseaux" ne veut rien dire tant qu'on a pas précisé sur quel réseau il est actif, donc quels groupes il impacte. Voyez l'hyperactivité des décideurs, économiques ou politiques, sans parler des journalistes, sur Twitter. Elle peut conduire certains à penser que cette effervescence est déterminante dans la formation de l'opinion. Or c'est oublier que Twitter ne concerne qu'environ 7% de la population, et que sur ces 7%, la plupart des utilisateurs sont des suiveurs passifs...

Même chose pour les études d'impact relatives aux émissions politiques de la télévision : le nombre de Français qui regardent celle-ci, notamment chez les jeunes, ne cesse de diminuer. Les téléspectateurs sont donc un îlot à part de l'archipel, qu'on peut de moins en moins assimiler à l'ensemble de la population, comme il était légitime de le faire dans les années soixante-et-soixante-dix, quand seule une minorité d'originaux refusait de sacrifier à la religion du "petit écran" comme on disait alors. Aujourd'hui, une fraction croissante de la population, à commencer par les plus jeunes, ne regarde plus la télévision ! Certains plus jamais, d'autres beaucoup moins souvent, d'autres encore se contentent du "replay" de certaines émissions...

La remarque vaut aussi pour la presse écrite, dont la diffusion est en constante régression, et dont les lecteurs, par conséquent, sont de plus en plus typés sociologiquement... Non sans se subdiviser entre ceux qui restent intégralement fidèles au papier, ceux qui lisent

le journal sur internet et ceux qui se contentent de surfer sur le site. C'est dire combien il serait faux de parler d'un "lecteur-type" ! Dans le contexte d'archipellisation tous azimuts, l'instrument le plus fiable est celui qui, par la représentativité de ses échantillons, embrasse l'ensemble des composantes de l'archipel. Il est donc plus que jamais nécessaire de disposer de focales multiples qui sont autant d'ingrédients d'un échantillon national réussi. Et cela, seuls les grands instituts de sondages peuvent le réaliser en ne laissant dans l'ombre aucune pièce du puzzle grâce à des échantillonnages à la fois plus nombreux, plus divers, et plus élaborés qu'autrefois.

A l'évidence, votre analyse de la France en voie "d'archipellisation" brise de nombreux tabous. Elle correspond en tout cas à une réalité qu'observent les Français au quotidien, en rupture avec le "wishful thinking" du monde politico-médiatique. Comment expliquer la déconnexion toujours croissante entre le réel décrit et le réel constaté ? Quels sont les risques potentiels de cette fracture sans cesse croissante ?

Il est évident qu'un hiatus assez inquiétant se creuse entre la réalité rêvée – et célébrée – et la réalité vécue. Voici un an, le 14 juillet 2018 et la victoire des Bleus ont renvoyé l'image d'une France consensuelle, communiant autour de valeurs universelles qui semblaient cimenter la société. Quelques jours plus tard, l'Ifop réalisait un sondage démontrant qu'il n'en était rien : pour 90% des personnes interrogées, le constat qui prévalait était celui d'une population divisée en groupes séparés, vivant – au mieux – sans se côtoyer... au pire, en état de tension.

Face à ce constat, il est évident que la classe politique dirigeante peut apparaître désarmée quand elle vante les mérites du "vivre ensemble". Pour autant, il faut distinguer entre deux attitudes. Certains, c'est vrai, sont tellement déconnectés des réalités du terrain qu'ils ne voient pas le monde avec les mêmes yeux que leurs concitoyens. Mais tous les politiques ne sont pas hors-sol. Il y a aussi ceux qui, tout à fait conscients de l'état de fragmentation de la société, évitent d'en parler pour ne pas l'aggraver. Ils considèrent que leur responsabilité première consiste à maintenir la cohésion nationale et qu'ainsi, ils y contribuent... Quitte, quand ils ne sont plus au pouvoir, à rompre avec la déclamation du "vivre ensemble" ! Voyez François Hollande, qui n'hésite pas à dire que le plus grand danger qui menace la France, c'est la partition...

Je pense que l'actuel président de la République se place dans cette deuxième catégorie. Il est parfaitement conscient des fractures françaises et saisit toutes les circonstances, heureuses ou malheureuses, de la vie nationale, pour tenter de recréer un lien collectif : la victoire des Bleus, l'incendie de Notre-Dame, l'affaire Beltram, les soldats tombés au Mali, l'enterrement de Johnny, tout lui est bon pour en appeler à la cohésion et tenter de recimenter la communauté nationale. Peut-on le lui reprocher ? Même chose pour sa décision d'un service national universel, imposé de haute lutte à Bercy comme aux militaires : il est clair que cette tentative de recréer un semblant de creuset autour d'un minimum de valeurs communes n'est pas étrangère à ce souci. Cela sera-t-il suffisant ? C'est une autre question... ■

Pour en savoir plus : L'archipel français - Naissance d'une nation multiple et divisée, par Jérôme Fourquet, Seuil, 2019.

En matière de stratégie d'influence, parler d'un personnage ou d'un groupe "actif sur les réseaux" ne veut rien dire tant qu'on a pas précisé sur quel réseau il est actif, donc quels groupes il impacte.

La classe politique dirigeante peut apparaître désarmée quand elle vante les mérites du "vivre ensemble". Pour autant, il faut distinguer entre deux attitudes. Certains sont tellement déconnectés du terrain qu'ils ne voient pas le monde avec les mêmes yeux que leurs concitoyens. Mais tous les politiques ne sont pas hors sol.

EXTRAITS

De l'influence de la montée de l'individualisme sur nos sociétés

Pour Jérôme Fourquet, les fondements religieux qui ont globalement structuré la vie politique en Europe sont "en voie de dislocation sous l'influence de l'individualisme qui fait litière des anciennes solidarités de classe, mais aussi des traditions politiques ou syndicales qui, naguère, se transmettaient familialement". Extraits d'un entretien accordé par Jérôme Fourquet aux notes CLES (Comprendre les enjeux stratégiques, HS88, septembre 2019).

"Dans votre dernier essai, L'archipel français, vous montrez que la cause principale de l'atomisation de la société, donc des comportements électoraux, s'explique par la disparition d'un référentiel commun, en l'occurrence, pour la France, de la matrice classique "catho républicaine". Diriez-vous la même chose à l'échelle européenne au vu du résultat des dernières élections ?

"L'archippellisation de la société n'est pas qu'un phénomène français. Toutes les démocraties européennes la vivent à des degrés divers avec, en toile de fond, une reconfiguration générale du décor économique à base de désindustrialisation, de délocalisations, de déclin de l'agriculture et de métropolisation, ce qui conduit à une fragmentation sans précédent, non seulement des territoires mais aussi de l'imaginaire collectif. Lequel s'estompe pour laisser place à une multiplicité de représentations, inséparables d'une montée générale de l'individualisme. Toutes choses qui n'ont pas manqué de se traduire dans les urnes, à peu près partout.

"Première victime : le clivage gauche-droite qui structurait la vie politique en Europe depuis la généralisation du suffrage universel, de moins en moins perçu comme synonyme de démocratie. Sur quoi était fondé ce face-à-face ? Non seulement sur une opposition de classes ou d'intérêts socio-économiques, mais aussi sur un clivage d'origine religieuse : catholiques et laïcs en France et dans les pays latins ; catholiques et protestants en Allemagne (avec la concurrence traditionnelle CDU/SPD) ; anglicans plutôt conservateurs contre protestants majoritairement travaillistes, en Grande-Bretagne, etc. Bien sûr, tout cela ne constituait qu'un soubassement qui souffrait des exceptions et s'est patiné avec le temps, mais ces fondements religieux ont globalement structuré la vie politique en Europe, avec pour prolongement ultime, au Parlement de Strasbourg, depuis 1979, l'alternance entre le Parti populaire européen et l'Alliance progressiste, émanations respectives de la démocratie chrétienne et de la gauche social-démocrate laïque.

"Aujourd'hui, tout cela est en voie de dislocation sous l'influence de la montée de l'individualisme qui fait litière des anciennes solidarités de classe, mais aussi des traditions politiques ou syndicales qui, naguère, se transmettaient familialement. La crise économique qui frappe, sans exception, les grands bassins industriels européens, a eu raison, presque partout, de la gauche politique, abandonnée par son électorat qui l'accuse d'avoir failli dans la défense de ce qu'on appelait autrefois les classes laborieuses. Et dans les métropoles, les nouvelles classes éduquées qui tirent leur épingle du jeu de la mondialisation ne se reconnaissent plus dans la droite conservatrice traditionnelle. Ce qui est arrivé aux candidats LR et aux socialistes en France est emblématique, mais n'est pas fondamentalement différent de ce qui s'est passé en Allemagne et en Grande-Bretagne, où le SPD et la CDU, à l'instar des Travaillistes et des Conservateurs, n'ont pas atteint, à eux deux, la majorité des voix... Et je ne parle pas de l'Italie où le Big Bang a eu lieu bien avant les élections européennes, la droite ayant été mangée par la Ligue du Nord, et la gauche par le mouvement Cinq étoiles... Qui lui-même a ensuite été victime de la progression de la Ligue !"

"Les forces populistes ont progressé en voix à l'échelon du continent, mais cette progression n'a pas été aussi spectaculaire que l'annonçait, par exemple, une personnalité comme Steve Bannon. Comment l'expliquez-vous ?

"A cela, deux raisons principales. La première, assez classique, est que certains ont joué à se faire peur, et que ce jeu s'est avéré payant en termes de mobilisation. En prenant la tête d'une croisade européenne antipopuliste, Emmanuel Macron a sans doute tiré de l'abstention des électeurs qui, sans cela, seraient peut-être restés chez eux. Quant à la stratégie desdits populistes – "Nous pouvons gagner !" – elle était complémentaire car elle a contribué, aussi, à accréditer l'idée qu'une victoire de l'extrême droite était possible en Europe... D'où la satisfaction pour chaque camp d'avoir un peu partout laminé ses concurrents (la gauche et l'extrême gauche, marginalisées au profit des libéraux "progressistes" à la Macron ; la droite libérale et/ou conservatrice reculant au profit de Marine Le Pen et de ses alliés) ... Mais avec une prime pour les "progressistes" qui ont tout de même sauvé les meubles.

"Et puis il y a autre chose de plus profond : si le populisme progresse partout, parfois spectaculairement, son écho est relativement limité dans l'ensemble du corps social. Les anticorps sont encore très puissants, à commencer par la double présomption de xénophobie et d'incompétence économique qui freine la progression de l'extrême-droite. Surtout, n'oublions pas que les sociétés de l'entre-deux guerres qui ont ouvert la voie du pouvoir aux mouvements populistes étaient infiniment plus fragilisées que les nôtres. Les millions de morts de 1914-1918, la crise de 1929 qui précipite les survivants, également par millions, vers la soupe populaire, sans parler des humiliations patriotiques exploitées par les dictateurs, tout cela ne peut se comparer à ce que nous connaissons, même si pour certains, la vie est effectivement très dure. Aujourd'hui, même ceux qui votent pour les populistes européens perçoivent bien que les offres politiques incarnées par ces derniers sont des offres radicales. Or il n'existe pas, loin de là, de majorité arithmétique pour légitimer ces offres. De puissantes forces de rappel existent qui étaient absentes dans les années Trente, à commencer par la protection sociale, la santé gratuite, des services publics efficaces, une redistribution fiscale efficace, toutes choses dont on peut juger qu'elles se dégradent, mais qui, heureusement, sont encore là et bien là. Bref, je ne vois pas, comme en Allemagne ou en Italie entre les deux guerres, un risque de voir des classes moyennes, même fragilisées, tenter la "grande aventure"..."

EXTRAITS

Une fracture territoriale d'ordre technique mais aussi moral et symbolique

Dans les révoltes d'aujourd'hui en France existent des causes matérielles et d'autres, plus subtiles, qui relèvent de la perception et du ressentiment. En avril 2019, Jérôme Fourquet a donné un entretien très pertinent à la Lettre INTEREST (n°7, avril 2019) où il montre en quoi les décideurs en charge de l'aménagement du territoire doivent prendre en compte non seulement les paramètres d'ordre technique, mais également les éléments d'ordre symbolique, s'ils veulent "coller" au plus près des attentes des populations. Extraits.

"Si l'unité nationale se fragmente, le politologue que vous êtes décèle-t-il le même mouvement à l'échelon des territoires? Sont-ils touchés de la même manière par "l'archipellisation" qui frappe la société française ou voyez-vous, dans vos études, émerger des valeurs spécifiques selon les régions ?

"Cette fragmentation sans précédent de la société française sur des bases sociologiques, culturelles ou démographiques s'observe aussi bien à l'échelle nationale qu'à l'échelle territoriale, depuis la région jusqu'au département. Comment cela se traduit-il ? D'abord, par le phénomène de métropolisation sur lequel Christophe Guilluy a beaucoup écrit, à savoir la distinction entre les grandes métropoles (jadis "d'équilibre") et ce qu'il appelle la "France périphérique". Ces métropoles sont celles qui tirent leur épingle du jeu dans la mondialisation ; la France périphérique, c'est leur hinterland, cette France qui, depuis l'automne 2018, fait la "une" avec le mouvement des Gilets jaunes, après avoir donné corps au vote protestataire depuis le début des années 1990. L'un des lieux typiques de cette rupture, c'est Bordeaux. Pourquoi la préfecture de la Gironde a-t-elle été l'épicentre de la révolte? Parce qu'ici, le phénomène de métropolisation s'est accompli avec retard – en gros sous les mandats d'Alain Juppé – et, du coup, plus brutalement qu'ailleurs. A Bordeaux, en 2017, pas moins de 40 paquebots de croisière ont débarqué des passagers ; Airbnb règne en maître dans l'immobilier, bref pour beaucoup de Girondins de la périphérie, la ville n'est plus faite pour eux. Ils s'en sentent exclus et pour tout dire, non désirés.

"Nantes, en revanche, où le phénomène de métropolisation a été plus progressif (une bonne trentaine d'années, contre une petite quinzaine pour Bordeaux), a été moins concernée par cette montée en puissance de la contestation. Et ce n'est pas un hasard : autour de Nantes, existe une armature urbaine ancienne et très dynamique, avec des villes comme Saint Nazaire, Cholet ou la Roche-sur-Yon. Ce qui est moins le cas autour de Bordeaux dont le développement est apparu singulier, pour ne pas dire propice au creusement des inégalités. Paramètre très intéressant : le prix de l'immobilier. A Bordeaux, il a été multiplié par 2,7 en quinze ans. Au début des années 2000, le mètre carré valait à peu près la même chose qu'à Nantes. Aujourd'hui, c'est 1300 euros de plus en moyenne." [...]

"Votre livre démontre qu'une bonne connaissance de l'opinion et de ses ressorts est inséparable du métier d'aménageur territorial. Quelles sont, selon vous, les erreurs à ne pas commettre aux défis du développement économique local ?

"Il y en a deux qui aboutissent au même échec. La première : ignorer délibérément les lois du marché qui régissent la métropolisation. Qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, c'est un phénomène dont on doit prendre acte, au même titre que la mondialisation. Le nier, c'est le meilleur moyen de casser le moteur du développement économique. Mais à l'inverse, foncer sans se préoccuper des dégâts sociaux est la voie la plus sûre pour créer un blocage, et même des affrontements. Nous y sommes. D'où, pour dépasser cette apparente contradiction, la nécessité absolue de créer du lien entre la métropole et son hinterland. Ce peut être, comme on l'a dit, par le biais des transports ; ce peut être aussi en répartissant intelligemment le logement social et en travaillant sur des mécanismes de péréquation financière entre zones de développement inégal. Sans oublier la mise en valeur des filières agricoles locales pour nourrir la métropole en croissance. Cette re-localisation de la consommation est, à mon sens, l'un des moyens les plus efficaces pour réconcilier les deux France. En direction des moins favorisés, c'est un signal puissant adressé à leur contribution au bien commun. Et s'agissant des plus privilégiés, attachés à la transition écologique, c'est une méthode simple d'y contribuer par la mise en place de circuits courts. Quand vous savez que, dans beaucoup de villes françaises, le premier employeur n'est autre que l'hôpital, voire les maisons de retraite, vous constatez qu'il existe finalement des leviers assez simples pour renforcer les liens entre le centre et la périphérie. Le consommer local en est un, même si ce n'est pas une panacée. Quand on choisit, en revanche, de distendre ce lien, c'est là que se creuse le fossé de l'incompréhension, du ressentiment, et qu'à la première crise grave, s'exprime la tentation de la violence sociale."

"Et si la principale fracture territoriale française était d'ordre moral et symbolique? C'est l'une des conclusions de l'Archipel français..."

"Si, par son dynamisme, l'île capitale irrigue financièrement l'ensemble de l'archipel [...] les réalités et les aspirations des îles populaires et périphériques semblent de plus en plus échapper à ses élites.[...] Tout se passe comme si une grande partie d'entre elles avait d'ores et déjà fait une croix sur des pans entiers de l'archipel, possessions peuplées par une population aux mœurs et au mode de vie d'un autre temps. En proie à une situation économique assez fragile, du fait de leur éloignement des principales routes commerciales mondiales, ces îles populaires ou périphériques ressentent intuitivement ce dédain et cette morgue. Sur ce terreau prospèrent un sentiment d'abandon et une colère sourde. Bonnets rouges en Bretagne, nationalistes en Corse, cette dissidence électorale favorise ponctuellement la résurgence endémique de quelques îlots. Mais dans une bonne partie de l'archipel (et sur les pourtours les plus éloignés de l'île-capitale), c'est le Rassemblement national qui s'enracine. C'est ainsi que, depuis une trentaine d'années, de nombreuses îles de l'archipel français s'autonomisent politiquement et obéissent de moins en moins aux injonctions de l'île-capitale et de ses élites".

Télécharger l'entretien dans son intégralité : http://sebl.fr/images/Interest/2019_04/Interest_201904_J%20FOURQUET.pdf

EXTRAITS

L'influence sourde d'un basculement anthropologique majeur

Depuis près d'un demi-siècle, on assiste au sein des sociétés européennes à un processus de sortie accélérée du religieux. Dans un entretien accordé en avril dernier à la Lettre Comprendre & Entreprendre de l'Ecole de management de Normandie (n°32, avril 2019, Les territoires doivent jouer le rôle d'une puissance inclusive à part entière), Jérôme Fourquet montre que, mécaniquement, ce déclin du christianisme a affaibli la matrice structurante française, "catholico-laïque" ou "catholico-républicaine". De la sorte, l'effondrement politique du communisme a suivi de près celui du christianisme, dont les premiers signes s'étaient manifestés dans les années Cinquante. Ce processus discret mais étonnamment puissant génère, selon Jérôme Fourquet, un basculement anthropologique majeur au sein de la société française, basculement dont on ne perçoit pas forcément de prime abord toutes les conséquences. Extraits.

"Vous venez de publier au Seuil, début mars, L'archipel français. Ce travail minutieux qui intrigue et dérange a pour sous-titre : Naissance d'une nation multiple et divisée. Est-ce un constat tragique ou est-il porteur de la vision d'une nouvelle France, dont le territoire ne serait plus un, mais constitué d'un archipel de territoires à de multiples échelles ?

"Ce qui est certain, c'est que nous vivons un basculement anthropologique dont la dernière élection présidentielle fut la traduction politique, avec l'échec simultané des deux grands partis traditionnels de gouvernement. Certains peuvent s'en féliciter, d'autres s'en désoler, mais le fait est là, que le politologue n'a pas à juger : derrière l'éclatement du paysage politique français, il y a la disparition, en germe depuis longtemps, mais cette fois bien attestée, du fameux clivage droite/gauche dont Georges Dupeux avait identifié pour la première fois les ressorts à propos des élections législatives de 1936 – celles du Front populaire – en établissant une concordance presque parfaite entre le degré de pratique religieuse et la structuration politique des territoires.

"Aujourd'hui, cette structuration d'origine religieuse a presque totalement disparu. Ou elle est devenue résiduelle, au point qu'on peut parler, avec Emmanuel Todd et Hervé Le Bras, d'un "catholicisme zombie", dont les manifestations sociologiques s'observent encore dans certains domaines – par exemple : l'importance de l'école libre dans le Grand Ouest – mais dont l'influence morale a déserté la vie quotidienne, y compris dans les zones où la religion était historiquement prégnante.

"Comme l'a si bien analysé Marcel Gauchet, les sociétés européennes dans leur ensemble ont été frappées, dans les quarante dernières années, par un processus de sortie accélérée du religieux. De sorte que, mécaniquement, ce déclin du christianisme a affaibli la matrice structurante qu'on pourrait appeler, pour résumer, catholico-laïque, ou catholico-républicaine. D'où la disparition très rapide du référentiel judéo-chrétien dans un nombre incalculable de domaines, idéologie dominante dont même les anti-cléricaux d'autrefois étaient partie prenante puisqu'ils se définissaient contre elle. Pour preuve, l'effondrement politique du communisme, commencé en France en 1981, a suivi de près celui du christianisme, dont les premiers signes se sont manifestés dans les années Cinquante. Résultat : l'opposition catholico-laïques avec tout ce qu'elle comportait de chocs frontaux, donc de bipolarisations, a laissé place à une atomisation générale des croyances et des comportements.

"Ce qu'observent les démographes, les sociologues, les politologues, les sondeurs, au travers de leurs enquêtes, ce n'est pas seulement l'effacement des repères autrefois imposés par la religion. Au-delà de la remise en cause de la morale traditionnelle (recul du mariage, quasi consensus sur l'IVG, acceptation croissante de l'homosexualité, évolution juridique des structures familiales, rapport renouvelé au corps avec le progrès de nouvelles pratiques comme l'incinération ou le tatouage etc.), on note l'émergence de morales alternatives. Par exemple, le refus de la hiérarchisation des espèces porté par le véganisme ou la montée de revendications plus individualistes qui vont de l'essor spectaculaire des prénoms rares (avec pour corollaire l'effondrement des prénoms chrétiens, comme Marie) jusqu'à la remise en cause de l'information délivrée par les grands médias... Une tendance lourde qui a pour conséquence, notamment chez les jeunes générations, une montée en flèche des interprétations "complotistes" de l'actualité...

"C'est dire combien, derrière "l'archipellisation" des territoires, que la crise des Gilets jaunes a illustrée, se profile une "archipellisation" de la société toute entière qui, pour la première fois depuis longtemps, ne dispose plus d'un référentiel commun, fût-ce pour le contester ! Voilà pour le diagnostic général."

"Comment penser, dans un tel cadre, le développement économique et social des territoires ? Comment définir, également, leur future légitimité politique ?

"La légitimité des territoires, c'est justement de pouvoir réconcilier, au plus près de l'intérêt général, ce qui, à l'échelon national, donc vu d'en haut, peut apparaître comme contradictoire, voire totalement insoluble ! Ce qui peut faciliter les choses, c'est que l'Etat a progressivement abandonné la logique centralisée qui était la sienne en matière d'aménagement du territoire. L'époque de la Datar appartient au passé : aucun gouvernement ne prendra plus, sans concertation, des décisions du type de l'implantation de Citroën en Bretagne pour absorber localement l'exode rural. Même chose pour la création autoritaire de villes nouvelles, comme ce fut le cas en région parisienne... Le feuilleton de Notre-Dame-des-Landes a montré, s'il en était besoin, que l'opinion n'était plus prête à accepter ce type de politiques. Dès lors, il est clair que les collectivités locales deviennent les principaux pouvoirs organisateurs des territoires. Et que ceux-ci doivent jouer le rôle d'une puissance inclusive à part entière..."

Télécharger l'entretien dans son intégralité : https://blog.ecole-management-normandie.fr/wp-content/uploads/2019/04/Comprendre-et-entreprendre-N32_Fourquet.pdf

BIOGRAPHIE

Né au Mans en 1973, Jérôme Fourquet, diplômé de l'IEP de Rennes, est titulaire d'un DEA de géographie électorale (Paris VIII, 1995). Ancien élève d'Yves Lacoste, il s'est imposé depuis quelques années comme l'un des meilleurs politologues français, en même temps que comme l'un des sondeurs les plus fiables de sa génération.

Entré en 1996 à l'institut de sondages Ifop, il a rejoint CSA Opinion comme directeur d'études de 1998 à 2003, avant de revenir à l'Ifop pour rejoindre son département Opinion et Stratégies d'entreprises, dont il assume successivement la fonction de directeur adjoint puis, depuis 2011, de directeur.

Passionné d'histoire politique et de sociologie, mais aussi d'histoire des mentalités, il a mené des travaux sur de nombreux sujets, notamment sur la montée des mouvements protestataires et/ou identitaires, qu'il s'agisse du Front national, de l'euroscpticisme de droite comme de gauche, ou des intégrismes religieux.

Outre plusieurs ouvrages qui font aujourd'hui référence, Jérôme Fourquet a publié de nombreuses notes de conjoncture avec des instituts de recherche comme la Fondation pour l'innovation politique ou la Fondation Jean Jaurès, la plupart disponibles en ligne.

Collaborateur régulier du Figaro, de L'Opinion, de Slate.fr, Huffingtonpost.fr ou Atlantico.fr, cet analyste acéré autant que réputé intervient régulièrement sur les plateaux de télévision pour donner du sens aux résultats électoraux et relier l'actualité aux mouvements de fond qu'il étudie.



L'archipel français, paru en mars 2019, est, de ce point de vue, l'aboutissement d'un travail au long cours sur les mutations de la société française. Dans le peloton de tête des meilleures ventes dans la catégorie Essais, cette somme, unanimement saluée par la critique, a été récompensée par le Prix du livre politique 2019.

Rédigé plusieurs mois avant le début de la crise des Gilets jaunes, cet essai qui en décrivait à l'avance les ressorts et les contours, est fréquemment cité dans la presse étrangère comme l'analyse la plus profonde du phénomène, lequel n'en finit pas d'intriguer et de passionner nos voisins.

Parmi les autres ouvrages publiés par Jérôme Fourquet sur les grandes ruptures politiques et sociologiques des dernières années, citons notamment : *Le voisin de Mohamed vote FN*, Editions de l'Aube, 2015 ; *L'an prochain à Jérusalem, les juifs de France face à l'antisémitisme* (avec Sylvain Manternach), Editions de l'Aube, 2016 ; *Accueil ou submersion ? Regards européens sur la crise des migrants*, Editions de l'Aube, 2016 ; *La nouvelle question corse*, Editions de l'Aube, 2017 ; *Le puzzle français. Un nouveau partage politique* (avec Hervé Le Bras), Fondation Jean Jaurès, 2017 ; *À la droite de Dieu*, Editions du Cerf, 2018 (sur la montée de la radicalité dans l'électorat catholique).

[notice biographique tirée de la note CLES citée en p.3, <http://notes-geopolitiques.com/notesgeo/wp-content/uploads/2019/03/CLESHS83.pdf>]

L'INFLUENCE, UNE NOUVELLE FAÇON DE PENSER LA COMMUNICATION DANS LA GUERRE ECONOMIQUE

"Qu'est-ce qu'être influent sinon détenir la capacité à peser sur l'évolution des situations ? L'influence n'est pas l'illusion. Elle en est même l'antithèse. Elle est une manifestation de la puissance. Elle plonge ses racines dans une certaine approche du réel, elle se vit à travers une manière d'être-au-monde. Le cœur d'une stratégie d'influence digne de ce nom réside très clairement en une identité finement ciselée, puis nettement assumée. Une succession de "coups médiatiques", la gestion habile d'un carnet d'adresses, la mise en œuvre de vecteurs audacieux ne valent que s'ils sont sous-tendus par une ligne stratégique claire, fruit de la réflexion engagée sur l'identité. Autant dire qu'une stratégie d'influence implique un fort travail de clarification en amont des processus de décision, au niveau de la direction générale ou de la direction de la stratégie. Une telle démarche demande tout à la fois de la lucidité et du courage. Car revendiquer une identité propre exige que l'on accepte d'être différent des autres, de choisir ses valeurs propres, d'articuler ses idées selon un mode correspondant à une logique intime et authentique. Après des décennies de superficialité revient le temps du structuré et du profond. En temps de crise, on veut du solide. Et l'on perçoit aujourd'hui les prémices de ce retournement.

"L'influence mérite d'être pensée à l'image d'un arbre. Voir ses branches se tendre vers le ciel ne doit pas faire oublier le travail effectué par les racines dans les entrailles de la terre. Si elle veut être forte et cohérente, une stratégie d'influence doit se déployer à partir d'une réflexion sur l'identité de la structure concernée, et être étayée par un discours haut de gamme. L'influence ne peut utilement porter ses fruits que si elle est à même de se répercuter à travers des messages structurés, logiques, harmonieux, prouvant la capacité de la direction à voir loin et sur le long terme. Top managers, communicants, stratèges civils et militaires, experts et universitaires doivent croiser leurs savoir-faire. Dans un monde en réseau, l'échange des connaissances, la capacité à s'adapter aux nouvelles configurations et la volonté d'affirmer son identité propre constituent des clés maîtresses du succès".

Ce texte a été écrit lors du lancement de *Communication & Influence* en juillet 2008. Il nous sert désormais de référence pour donner de l'influence une définition allant bien au-delà de ses aspects négatifs, auxquels elle se trouve trop souvent cantonnée. L'entretien que nous a accordé Jérôme Fourquet va clairement dans le même sens. Qu'il soit ici remercié de sa contribution aux débats que propose, mois après mois, notre plate-forme de réflexion.

Bruno Racouchot
Directeur de Comes

Communication & Influence

UNE PUBLICATION DU CABINET COMES

Paris ■ Toronto ■ São Paulo

Directrice de la publication : Sophie Vieillard

Illustrations : Rossana

CONTACTS

France (Paris) : +33 (0)1 47 09 36 99

North America (Toronto) : +00 (1) 416 845 21 09

South America (São Paulo) : + 00 (55) 11 8354 3139

www.comes-communication.com



Quand la réflexion accompagne l'action